# ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

## Algerie

Question au Gouvernement n° 2177

### Texte de la question

M. le president. La parole est a M. Gilbert Biessy.
M. Gilbert Biessy. Ma question s'adresse a M. le ministre des affaires etrangeres.
La situation en Algerie nous bouleverse tous. L'assassinat du secretaire general de l'UGTA constitue un pas de plus dans l'horreur et une atteinte supplementaire au potentiel democratique de ce pays.
On ne peut se satisfaire de l'attitude de la communaute internationale, faite de positions en demi-teinte, de silences genes et d'un affligeant manque de solidarite face au drame que vit ce peuple.
S'agissant de l'Algerie, la France n'est pas un pays comme les autres. Son passe et son identite lui conferent un role particulier.
Comment ne pas penser aux ressortissants algeriens qui vivent ici, a leur inquietude quant au sort de leurs familles restees la-bas ?
Comment ne pas penser a nos liens profonds, si anciens, et a notre responsabilite de partenaire economique de l'Algerie ?
Premierement, la France doit denoncer avec vigueur le terrorisme integriste, qui veut dicter sa loi a tout un peuple en semant l'effroi, la souffrance et la mort. Elle doit aussi mesurer que l'on ne repond pas au terrorisme par un contre-terrorisme, et que l'issue du drame algerien passe par le dialogue et l'ouverture a toutes les forces democratiques de ce pays, une voie que l'Etat algerien n'emprunte pas aujourd'hui.
Deuxiemement, la France doit repousser les tentatives visant a isoler l'Algerie. Cela ne penaliserait, une fois de plus, que le peuple, en donnant des arguments au terrorisme, qui se nourrit de la misere et du desespoir. Alors que des voix se sont prononcees pour une reduction de l'aide, nous reaffirmons la necessite d'un approfondissement de la cooperation avec ce pays, qui doit constituer un axe majeur de la politique mediterraneenne de la France.
Troisiemement, la solidarite de la France passe par une prise en compte de la demande des democrates algeriens qui doivent momentanement quitter leur pays pour echapper a la menace pesant sur eux et leurs familles.
Quelles initiatives le gouvernement entend-il prendre pour que l'Etat algerien ouvre le dialogue avec les forces democratiques de ce pays, seul moyen d'eradiquer effectivement le terrorisme, pour consolider la cooperation economique et culturelle avec l'Algerie, pour annuler sa dette, pour favoriser l'accueil des democrates algeriens et l'obtention du statut de refugie politique ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et sur quelques bancs du groupe socialiste.)
M. le president. La parole est a M. le ministre delegue aux affaires europeennes.
M. Michel Barnier, ministre delegue aux affaires europeennes. Nous ressentons tous, Gouvernement et Parlement, la meme epouvante et la meme emotion devant une horreur et une sauvagerie qui ne cessent de croitre. Au cote des 250 Algeriens sauvagement tues depuis le 10 janvier, debut du ramadan, nous pensons aussi a nos compatriotes francais qui ont ete touches, aux sept peres de Tibehirine et a Mgr Claverie.
Comme vous, monsieur le depute, nous avons la conviction que l'assassinat, il y a quelques heures, de M. Benhamouda est une etape supplementaire dans l'aggravation de la situation. M. Benhamouda etait une personnalite politique et syndicale remarquable, et nous avons eu l'occasion d'exprimer a sa famille et a ses amis notre sympathie. J'ajoute qu'il va beaucoup manquer dans le debat politique algerien et la recherche d'une

solution.
Oui, monsieur Biessy, la France condamne fermement, resolument, le terrorisme, d'ou qu'il vienne et quel qu'il soit.
Oui, le drame que vit l'Algerie bouleverse la France et tous les Francais.
Oui, la France et l'Algerie ne sont pas l'un pour l'autre des pays comme les autres, les liens entre eux, que nous connaissons tous, et l'importante communaute algerienne vivant en France en temoignent. Voila pourquoi nous avons exprime a de nombreuses reprises, depuis plusieurs annees, le souhait d'un vrai dialogue politique dans ce pays,...
M. Jean-Claude Lefort. Pas avec le FIS !
M. le ministre delegue aux affaires europeennes. ... le souhait d'une reconciliation, c'est la condition du retour a la paix. Mais ce retour a la paix depend d'abord des Algeriens, et d'eux seuls.
M. Jean-Claude Lefort. Qu'on se rappelle de la rencontre de Rome !
M. le ministre delegue aux affaires europeennes. Monsieur Biessy, ce que je vous ai dit au nom du Gouvernement, en pesant bien le fait que l'Algerie est et restera pour nous un pays proche et important, ne traduit pas un silence gene, et encore moins une quelconque indifference: c'est simplement la reconnaissance du fait que l'Algerie est un pays independant et souverain. (Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre).

## Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Gilbert Biessy.
M. Gilbert Biessy. Ma question s'adresse a M. le ministre des affaires etrangeres.
La situation en Algerie nous bouleverse tous. L'assassinat du secretaire general de l'UGTA constitue un pas de plus dans l'horreur et une atteinte supplementaire au potentiel democratique de ce pays.
On ne peut se satisfaire de l'attitude de la communaute internationale, faite de positions en demi-teinte, de silences genes et d'un affligeant manque de solidarite face au drame que vit ce peuple.
S'agissant de l'Algerie, la France n'est pas un pays comme les autres. Son passe et son identite lui conferent un role particulier.
Comment ne pas penser aux ressortissants algeriens qui vivent ici, a leur inquietude quant au sort de leurs familles restees la-bas ?
Comment ne pas penser a nos liens profonds, si anciens, et a notre responsabilite de partenaire economique de l'Algerie ?
Premierement, la France doit denoncer avec vigueur le terrorisme integriste, qui veut dicter sa loi a tout un peuple en semant l'effroi, la souffrance et la mort. Elle doit aussi mesurer que l'on ne repond pas au terrorisme par un contre-terrorisme, et que l'issue du drame algerien passe par le dialogue et l'ouverture a toutes les forces democratiques de ce pays, une voie que l'Etat algerien n'emprunte pas aujourd'hui.
Deuxiemement, la France doit repousser les tentatives visant a isoler l'Algerie. Cela ne penaliserait, une fois de plus, que le peuple, en donnant des arguments au terrorisme, qui se nourrit de la misere et du desespoir. Alors que des voix se sont prononcees pour une reduction de l'aide, nous reaffirmons la necessite d'un approfondissement de la cooperation avec ce pays, qui doit constituer un axe majeur de la politique mediterraneenne de la France.
Troisiemement, la solidarite de la France passe par une prise en compte de la demande des democrates algeriens qui doivent momentanement quitter leur pays pour echapper a la menace pesant sur eux et leurs familles.
Quelles initiatives le gouvernement entend-il prendre pour que l'Etat algerien ouvre le dialogue avec les forces democratiques de ce pays, seul moyen d'eradiquer effectivement le terrorisme, pour consolider la cooperation economique et culturelle avec l'Algerie, pour annuler sa dette, pour favoriser l'accueil des democrates algeriens et l'obtention du statut de refugie politique ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et sur quelques bancs du groupe socialiste.)
M. le president. La parole est a M. le ministre delegue aux affaires europeennes.
M. Michel Barnier, ministre delegue aux affaires europeennes. Nous ressentons tous, Gouvernement et Parlement, la meme epouvante et la meme emotion devant une horreur et une sauvagerie qui ne cessent de

croitre. Au cote des 250 Algeriens sauvagement tues depuis le 10 janvier, debut du ramadan, nous pensons aussi a nos compatriotes francais qui ont ete touches, aux sept peres de Tibehirine et a Mgr Claverie.
Comme vous, monsieur le depute, nous avons la conviction que l'assassinat, il y a quelques heures, de M. Benhamouda est une etape supplementaire dans l'aggravation de la situation. M. Benhamouda etait une personnalite politique et syndicale remarquable, et nous avons eu l'occasion d'exprimer a sa famille et a ses amis notre sympathie. J'ajoute qu'il va beaucoup manquer dans le debat politique algerien et la recherche d'une solution.
Oui, monsieur Biessy, la France condamne fermement, resolument, le terrorisme, d'ou qu'il vienne et quel qu'il soit.
Oui, le drame que vit l'Algerie bouleverse la France et tous les Francais.
Oui, la France et l'Algerie ne sont pas l'un pour l'autre des pays comme les autres, les liens entre eux, que nous connaissons tous, et l'importante communaute algerienne vivant en France en temoignent. Voila pourquoi nous avons exprime a de nombreuses reprises, depuis plusieurs annees, le souhait d'un vrai dialogue politique dans ce pays,...
M. Jean-Claude Lefort. Pas avec le FIS !
M. le ministre delegue aux affaires europeennes. ... le souhait d'une reconciliation, c'est la condition du retour a la paix. Mais ce retour a la paix depend d'abord des Algeriens, et d'eux seuls.
M. Jean-Claude Lefort. Qu'on se rappelle de la rencontre de Rome !
M. le ministre delegue aux affaires europeennes. Monsieur Biessy, ce que je vous ai dit au nom du Gouvernement, en pesant bien le fait que l'Algerie est et restera pour nous un pays proche et important, ne traduit pas un silence gene, et encore moins une quelconque indifference: c'est simplement la reconnaissance du fait que l'Algerie est un pays independant et souverain. (Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre).

## Données clés

**Auteur :** M. Biessy Gilbert
**Circonscription :** - COM
**Type de question :** Question au Gouvernement
**Numéro de la question :** 2177
**Rubrique :** Politique exterieure
**Ministère interrogé :** affaires européennes
**Ministère attributaire :** affaires européennes

## Date(s) clée(s)

**Question publiée le :** 30 janvier 1997, page 499
**Réponse publiée le :** 30 janvier 1997, page 499
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 30 janvier 1997